



## Le Journal du Chaos

*L'idéal quand on veut être admiré, c'est d'être mort. Audiard*

Semaine 05 du. 25 au. 31/01 - 2021





Un jour ou l'autre, il peut se produire des événements fabuleux, des mouvements incroyables. Il s'en est produit tellement dans l'histoire ! L'Amérique peut exploser du fait du terrorisme, ou du racisme, que sais-je ? Et devenir une menace pour la paix. L'Union soviétique peut exploser, parce que le communisme s'effondrera, que les peuples se chamailleront. Elle peut devenir menaçante. Personne ne peut dire d'avance où se situera le danger.

*Charles De Gaulle, 1962*

## Politique

---

### Emprise covid...

Des études scientifiques montrent que la mortalité du variant britannique pourrait être de 30% à 40% plus élevée qu'avec la souche originelle. Pas rassurant.

Et pour ne rien arranger, on apprend que la fabrication des deux vaccins autorisés par l'Union européenne, ceux de Moderna et de Pfizer-BioNTech, ne répond plus à la demande d'urgence de vaccin dans l'Union.

En attendant l'arrivée du vaccin d'AstraZeneca, qui pourrait être autorisé par l'EMA le 29 janvier, les Européens n'ont pas d'autre choix que de vacciner au rythme de la production des deux vaccins à ARN messager. Et de recommander de décaler le rappel vaccinal à 42 jours et non plus 28 jours comme prévu.

Bien qu'à l'origine de formes graves de covid, l'obésité, le diabète, l'insuffisance respiratoire ou cardiaque ne donnent pas d'accès prioritaire au vaccin. Mourrez en paix bonnes gens...

C'est un cumul d'emmerdements auquel on assiste avec l'apparition des variants du covid-19 et l'annonce par les labos Pfizer et AstraZeneca d'incidents majeurs les empêchant de livrer à temps les doses promises. Donc, vacciner 70% de la population européenne devient un leurre. A Bruxelles, ça tousse !

Il faut bien avouer que produire rapidement, dans un froid extrême et avec une fiabilité maximale, des milliards de doses pour la planète, c'est un exploit industriel jamais réalisé auparavant. Et les labos, soumis à la pression de leurs clients et de leurs actionnaires ont peint une réalité un peu trop rose.

Selon le ministère de la Santé, 40% des pensionnaires des Ehpad ont déjà été vaccinés (1ère dose) et 75% le seront d'ici la fin de la semaine prochaine (rappel : les résidents d'Ehpad représentent plus de 40% des morts du Covid en France)

## Vaccin

**L'équation comptable est aussi simple que cruelle : si l'on veut obtenir une immunité collective, 75 % de la population mondiale doit être vaccinée, soit... six milliards d'individus. Un vaccin pouvant nécessiter deux injections, cela revient à dire qu'il faudra produire jusqu'à douze milliards de doses. En dépit des nombreux contrats signés avec des fabricants, il est peu probable que cet objectif soit atteint dans des délais courts. Selon une étude récente, 51 % des vaccins couverts par des préachats sont destinés aux pays riches. Par ailleurs, un quart de la population mondiale n'aura pas accès au vaccin avant 2022, en dépit de l'initiative Covax. Le vaccin ne sera donc pas véritablement un « bien commun de l'humanité » c'est-à-dire un bien disponible pour tous, partout et tout de suite.**

Le gouvernement a ouvert en quelques jours la vaccination à près de 7 millions de personnes. Mais seul 1,5 million de doses a été livré, et beaucoup de personnes éligibles ne seront pas vaccinées avant plusieurs semaines (mois ?). La frustration monte partout. Les annonces sur les retards de livraisons se multiplient.

Les maires fustigent la carence de l'Etat en matière de vaccination. La raison en est que le gouvernement a tardé à dire aux maires combien de doses ils auraient par semaine dans leurs centres et les maires ont délivré des rendez-vous en grand nombre.

AstraZeneca a annoncé une réduction de 60% de ses livraisons de vaccin à l'UE au 1<sup>er</sup> trimestre en raison de "problèmes de rendement industriel". Vraiment ?

La Commission pense plutôt que l'Angleterre – qui, contrairement à l'UE, a déjà autorisé le vaccin - siphonne les doses de ses ex-collègues européens, révèle *Le Canard Enchaîné*, et ce sans que l'Europe puisse se défendre car elle n'a prévu "aucun système de bonus" pour la livraison rapide des doses dans son contrat avec le labo.

Le test anal est de plus en plus utilisé en Chine dans le cadre de la campagne de dépistage du Covid-19, pour les sujets à risque ainsi que les voyageurs venus de l'étranger. Annoncé plus fiable, ce test est cependant décrié par les internautes.

Le ministre de la Santé Olivier Véran va saisir dans les prochains jours la Haute autorité de santé (HAS) pour identifier le rôle des pharmaciens, acteurs pivots du déploiement de l'opération vaccination.

**Vaccins : Pfizer et BioNtech affirment que les tests in vitro réalisés montrent une neutralisation des variants anglais et sud-africain par son vaccin anti-Covid**

## De-ci...de-là...

François Bayrou n'en démord pas, il ne veut pas qu'on oublie le retour du scrutin proportionnel pour lequel il milite depuis de nombreuses années. Il va balancer une bafouille dans ce sens au chef de l'Etat, un pote à lui, rappelant la brutalité du

scrutin majoritaire dans lequel « *ni le pluralisme ni l'équité ne sont respectés* ». Cause toujours...

Prévues pour durer jusqu'à la fin février, les négociations commerciales entre les agriculteurs, l'industrie agroalimentaire et la grande distribution se passent mal. Plusieurs enseignes ne jouent pas le jeu de la loi Egalim (juste rémunération des producteurs). Le ministre de l'Agriculture leur a donné 15 jours pour s'y conformer sous peine de sanctions.

On se marre. Les politiques ont le blues... et pour cause. En raison de la pandémie, ils ne peuvent plus serrer les louches sur les marchés, tenir des réunions, déambuler dans les rues à visage découvert... et entendre les revendications du peuple... qu'ils enfouiront sous le tapis dès leur arrivée au Parlement où il faut suivre les consignes du parti.

Une phase de glaciation. « *On ne peut parler de rien. Le coronavirus écrase tout. Une bombe atomique tomberait qu'on ne trouverait pas cinq minutes pour en parler, plaisante, amère, Marine Le Pen en privé. Quand on aime la politique, on est malheureux...* »

« *Le référendum sur le climat n'aura pas lieu.* » C'est le pronostic d'un dirigeant centriste, non allié à Emmanuel Macron. Les obstacles se multiplient. Le projet de loi présenté la semaine dernière par Éric Dupond-Moretti prévoit d'inscrire à l'article Un de la Constitution que la France « **garantit** » la préservation de la biodiversité et de l'environnement.

Une formulation qui a fait tiquer le Conseil d'État, qui craint des conséquences néfastes sur l'action publique et suggère de remplacer le terme par « **préserve** ». Or, pour que le référendum voie le jour, le texte doit être voté dans les mêmes termes par les deux chambres du Parlement... Pas gagné.

Le Forum de Davos, ce raout ultra libéral qui réunit chaque année tout ce que la planète compte de « décideurs » - politiques, multinationales, grandes entreprises, médias – aura lieu pour cause de pandémie dès le 25/01 mais en visioconférence uniquement. Le thème « *Une année cruciale pour rebâtir la confiance* ».

Pour ce qui concerne la France, Bruno Le Maire devrait intervenir comme Elisabeth Moreno, chargé de l'égalité hommes/femmes, et Franck Riester, au commerce extérieur. Mais également Emmanuel Macron ainsi que de nombreux chefs d'État, dont le chinois Xi-Jinping. Seule exception, Joe Biden. On notera également l'absence des Gafam pourtant familiers du raout.

Gerald Moussa Darmanin a annoncé qu'il allait étudier la dissolution du mouvement Génération Identitaire. Cette déclaration fait suite à une opération menée dans les Pyrénées par les Identitaires, parfaitement légale, qui visait la fermeture du col du Portillon, à la frontière franco-espagnole.

Au motif d'un risque « migratoire et terroriste ». Les militants ont pu vérifier que ce n'était pas le cas. Pendant que Moussa manifeste sa volonté d'interdiction, il est bon de rappeler que sur les 132 mosquées islamistes recensées, son ministère n'en a fermé que 9. Au boulot Moussa !

Au Pays-Bas, en Ecosse, en Espagne, en Italie et même au Danemark, les protestations montent contre les mesures prises contre le coronavirus. Et en France, Macron en tête et certains au gouvernement craignent un large mouvement de désobéissance civile. D'où l'hésitation d'un nouveau confinement.

L'opinion publique est soumise à rude épreuve. Restaurateurs dépités, indépendants qui tournent en rond, étudiants reclus chez eux, parents angoissés à l'idée que les écoles ferment : le désarroi et la lassitude gagnent du terrain.

Selon Bercy l'activité en France chutera de 10% en cas de confinement light (avec juste collèges/lycées fermés) et de 18% en cas de confinement strict (fermeture des écoles et des commerces "non essentiels").

## Elysée

---

Après Boris Johnson, le chef d'Etat français est le deuxième dirigeant européen – et le premier de l'Union européenne – à avoir eu un entretien avec le nouveau locataire du bureau ovale, Joe Biden. L'Elysée n'est pas mécontent de retrouver un allié plus prévisible que son prédécesseur. Ca nous fait une belle jambe...

Bof ! Macron s'est entretenu en visioconférence avec une centaine de patrons étrangers pour les convaincre de continuer à investir en France malgré les incertitudes liées à la crise du Covid-19. Puis il a été bafouiller sur le site de Davos avec son patron Klaus Schwab.

Il y a une belle contradiction avec le refus par Bruno Le Maire, ministre de l'économie comme chacun sait, du rachat de Carrefour par le groupe québécois Couche-Tard qui ne menaçait en rien l'emploi de ses employés. Les politiques ont salué la décision de Le Maire, pas les milieux d'affaires.

Les jeunes sont devenus un sujet de préoccupation brûlant pour l'Elysée. De nouvelles mesures seront annoncées pour les 18-25 ans début février, dans le cadre d'un nouveau plan égalités des chances. L'idée d'un « capital jeunesse universel » est à l'étude.

Alors que la menace d'un troisième confinement se précise, le chef de l'Etat s'apprête à renoncer de nouveau à un projet de réforme : changer le mode de scrutin d'élection des députés et adopter une dose de proportionnelle. Réforme qui tient à cœur de François Bayrou, son allié.

Emmanuel Macron fulmine contre les organismes chargés de la crise sanitaire sur l'air de « *je ne veux pas d'un Etat dans l'Etat* ». Dans le collimateur la Haute autorité de santé (HAS), L'Assistance publique-hôpitaux de Paris et Santé publique France.

## Gouvernement

---

Emmanuel Macron avait avancé vouloir aider les entreprises « *quoi qu'il en coûte* » et l'Etat a mis la main au portefeuille. Olivier Dussopt, ministre des Comptes

publics prône désormais l'arrêt du « quoi qu'il en coûte », « car le niveau des dépenses que nous connaissons aujourd'hui n'est pas soutenable dans le temps ».

Un slogan court à Bercy : « 2021, l'année de zombis ? ». Qu'est-ce qu'un zombi pour eux ? C'est une entreprise morte-vivante qui survit grâce aux aides financières. La question est de savoir si la hausse des dettes privées constatées lors de la crise du Covid-19 mènera à une hausse des entreprises zombis, et *in fine*, à une baisse de la productivité. Telle est l'angoisse du gouvernement.

Entre 5 et 10% des 638 000 entreprises ayant souscrit un PGE (prêt garanti par l'Etat) pourraient ne pas être en mesure à terme d'honorer ce crédit, a estimé Philippe Brassac, le président de la Fédération bancaire française. Les chefs d'entreprise sont encore plus pessimistes.

Confirmation. Un sondage récent de la CPME indique que 67 % des dirigeants sont très inquiets pour la pérennité de leur société, 52 % estimant qu'ils ne pourront pas acquitter leur dette PGE.

En déplacement à Colmar en Alsace, pour la reconnaissance de la nouvelle collectivité européenne d'Alsace (CEA), Jean Castex a taillé en pièce le redécoupage territorial dessiné par Hollande et s'est fait le chantre des identités locales. Ouvrant des perspectives nouvelles à d'autres territoires insatisfaits de leur sort.

Florence Parly s'est rendu à Athènes pour signer la vente à la Grèce de dix-huit avions Rafale de Dassault aviation, pour un montant de 2,5 Mds€. Soit six appareils neufs et douze d'occasion.

D'Olivier Veran, le machin à la Santé, fait part au Parisien de sa vive inquiétude... du covid, des vaccins ? Non pas. « On n'a pas inventé le vaccin contre le populisme. Et ce virus-là, il circule vite. Moi, j'ai une trouille bleue du populisme », Tremble carcasse !

Le gouvernement – enfin Macron pour être précis -, entretient le flou au sujet du reconfinement et se prononcera la semaine prochaine. Car l'Élysée sent monter la défiance vis-à-vis des nouvelles mesures sanitaires coercitives dont attestent les réseaux sociaux.

Jean Castex, Premier ministre, Olivier Veran à la Santé et Roselyne Bachelot à la Culture - mais ex-madame pipi à la Santé -, sont les ministres qui poussent au reconfinement. A l'opposé, on trouve Jean-Michel Blanquer qui craint des dommages collatéraux et Bruno Le Maire qui s'inquiète des coûts astronomiques à venir.

Pour la franco-Cap-Verdienne Elisabeth Moreno, en charge de l'égalité homme/femme au gouvernement, « le CAC 40 reste un club de mecs (...) Douze entreprises ne comptent aucune femme au sein de leur plus haute instance de direction. Et il n'y a qu'une seule femme, Catherine MacGregor, à la tête d'un grand groupe du CAC 40 [Engie], c'est inexplicable ».

## Institutions

---

Les trois questeurs de l'Assemblée nationale, Florian Bachelier, Laurianne Rossi et Eric Ciotti, viennent d'augmenter de 15 % la dotation matérielle des députés, qui sert à payer les frais d'affranchissement et de taxi ou VTC. Cette enveloppe va passer de 18 950€ à 21 700€ par an. Merci patron !

Le sénateur Stéphane Piednoir et le député Thomas Gassilloud finissent leurs auditions sur la suspension en 2019 du programme "Astrid", un réacteur nucléaire de quatrième génération. Les parlementaires craignent un décrochage de la France et une perte de compétences sur cette activité avant une remise du rapport en 2021.

La trésorerie des territoires est passée de 43,3 milliards en 2019 à 49,2 milliards d'euros en 2020 grâce à la stabilité des dotations depuis 2017, la maîtrise de leurs dépenses et des recettes fiscales dynamiques, souligne Olivier Dussopt.

Résultat : l'épargne brute des collectivités territoriales a progressé de 3,1 milliards d'euros (+ 8,5 %) en 2019, ce qui a permis un bond de 12,4 % de l'investissement local avant la crise. Au final, « *c'est d'abord l'Etat qui a pris le choc de la crise, puis la Sécu. Les collectivités, elles, ont été relativement épargnées* », conclut le ministre des Comptes publics.

Laure de la Raudière, nommée présidente de l'Arcep, sera remplacée à l'Assemblée nationale par Luc Lamirault, maire DVD de Saintigny en Eure-et-Loire, 58 ans, ingénieur agronome et qui était son suppléant.

Les députés examinent la proposition de loi relative à la lutte contre la maltraitance animale. Le texte aborde la condition animale sous plusieurs angles – animaux de compagnie, faune sauvage captive, maltraitances – mais laisse volontairement de côté plusieurs sujets qui fâchent : l'élevage et la chasse notamment.

La Commission spéciale de l'Assemblée nationale a rejeté les amendements de deux députées, Aurore Bergé (LREM) et Anne-Laure Blin (LR) réglementant le port du voile dans les lieux publics.

## Divers

---

Des gendarmes de l'Aveyron ont interpellé un individu qui avait rénové sa BMW au détriment de celle de son voisin. Pour ce faire, il avait notamment volé les portes, les clignotants, les sièges et un grand nombre de composants électroniques.

Chloé Morin est une jeune femme, plutôt de gauche, experte reconnue en sondage d'opinion, qui dans son ouvrage *Les inamovibles de la République* (Fondation Jean Jaurès) racontait comment les hauts fonctionnaires influencent les décisions dans les ministères sans les confronter au terrain. Elle récidive avec un ouvrage à paraître, *Le populisme au secours de la démocratie* (Gallimard).

La réorganisation d'EDF, baptisée Hercule, en trois entités distinctes – EDF Bleu pour le nucléaire, Vert pour la fourniture et la distribution d'électricité ouvert à la concurrence et Azur gérant l'hydroélectrique – ne passe pas auprès des syndicats.

« Hercule n'est pas une demande de la Commission européenne », clament les syndicats. Ils y voient la volonté de Macron, déjà affichée sous Hollande, de vouloir la libéralisation du secteur amorcée avec le marché du gaz.

Marc Guillaume, impliqué dans l'affaire du pédophile Olivier Duhamel dont il était proche, et ex-secrétaire général du gouvernement, vient d'être nommé représentant de l'Etat au sein du conseil d'administration de la RATP.

C'est grave docteur ? La CGT qui fait de la pub sur RTL, cela surprend. Depuis quelques jours, on entend Emma, employée à domicile qui s'y perd avec trois employeurs différents ; ou cette assistante maternelle défiée par la complexité de sa fiche horaire. Une voix bienveillante leur conseille de se rapprocher de la CGT.

Un appel à adhérer ? Ça ne peut pas faire de mal, mais le but est de faire voter (CGT) aux prochaines élections de représentativité des syndicats dans les entreprises de moins de onze salariés.

Une étude réalisée par l'Union des autoentrepreneurs dresse un tableau édifiant de la situation. Une minorité qui s'en sort, alors que presque la moitié de ces indépendants (45 %) doit se contenter d'un chiffre d'affaires qui ne dépasse pas 20 % de celui de l'année 2019.

Chute de l'activité, réduction des aides et difficultés de traitement des dossiers, tout se conjugue pour accroître les difficultés de ces indépendants peu protégés socialement, du fait de la faiblesse de leurs cotisations sociales. 400 000 personnes risquent de se retrouver en cessation d'activité dans les prochains mois.

## Tambouille macro-machin

---

Alors que LREM installera dans les prochains mois sa commission d'investissement pour les législatives, une centaine de ses députés sortants pourraient ne pas être renouvelés. Les différents satellites du parti s'activent en coulisses pour avancer leurs pions avant cette échéance.

Cela concerne une partie du "marais", à savoir ces députés de l'ombre qui se désengagent progressivement de la vie du groupe et menacent de faire défection. Ils sont une cinquantaine à ne presque plus rien attendre du mouvement qui les a propulsés à l'Assemblée nationale.

Au centre du nouveau dispositif, la députée Marie Guévenoux (9<sup>ème</sup> Essonne), 44 ans, nouvelle déléguée générale qui a fait la campagne d'Alain Juppé et qui est une proche d'Edouard Philippe, et coprésidente de la commission d'investissement.

En Auvergne Rhône-Alpes, LREM souhaite investir Bruno Bonnell, 62 ans, député du Rhône. Le truculent fondateur d'Atari, qui a battu l'ancienne ministre PS Najat Vallaud-Belkacem aux législatives en 2017, est donc jugé comme le mieux à même

d'affronter le président LR sortant Laurent Wauquiez. Sauf que Bonnell n'a pas encore dit « oui ».

## Droite

---

Xavier Bertrand a rencontré Nicolas Sarkozy où il a été question de la présidentielle et surtout des concurrents de Bertrand au sein de LR. Sarko lui a prédit la chose suivante : « *Si en septembre tu es à 18% d'intention de vote, tu auras plié le match... sinon ce sera compliqué.* »

Ca swingue chez les Républicains entre la tendance ultra libérale défendue par un Eric Woerth (président de la commission des finances à l'AN), et une jeune garde style Guillaume Peltier qui se trouve des points communs avec Arnaud Montebourg ou Aurélien Pradié favorable au revenu universel.

Ajoutez à cela les œillades que Xavier Bertrand adresse au même Arnaud Montebourg, et les libéraux de LR commencent à voir rouge. Trop rouge pour un parti dont « l'ADN est la crédibilité économique », selon le député Nicolas Forissier (Indre). « *Arrêtons de faire du Mélenchin de droite* », clame de son côté Christelle Morançais, présidente de la région Pays de la Loire.

« *Dire que l'avenir, c'est Montebourg, cela revient à dire que l'avenir passe par la porte du cimetière* », s'étrangle Eric Woerth. Affaire à suivre donc... dans la dégringolade. On se marre !

Hier encore, ça se bousculait au portillon. Aujourd'hui, alors que 2022 se profile, les élus LR ne sont pas pressés de choisir. Si on compte quelques pro-Bertrand ou pro-Retailleau (l'ex-filloniste), nombre de parlementaires ou de maires LR préfèrent demeurer dans une position d'attente.

Jean-Christophe Lagarde est bien décidé à être sur la ligne de départ de l'élection présidentielle de 2022. « *Je suis le seul à avoir les idées, le parti, l'argent, les élus locaux, les signatures et je ne vois pas l'intérêt d'aller suivre quelqu'un. Je ne vois aucune bonne raison de ne pas être candidat* », assure le patron de l'UDI.

## Gauche

---

S'il y en a un qui ne débande pas, c'est Jean-Luc Mélenchon. Il a confié à l'AFP ne jamais s'être « *senti si prêt à gouverner* ». Il pense que la victoire en 2022 sera difficile mais atteignable s'il arrive à créer une dynamique d'adhésion. On va en parler à Montebourg.

Le même Mélenchon a présenté mercredi 27/01 la nouvelle phase de sa campagne pour l'élection présidentielle de 2022 avec la mise en ligne d'une version réactualisée de son programme, désormais ouvert aux contributions extérieures jusqu'à l'été. Tout en reconnaissant que la présidentielle n'était pas la préoccupation majeure des Français.

Avec Hidalgo, la mayonnaise ne prend pas. La socialiste recueille, selon les configurations, entre 6 et 7 % des intentions de vote, une claque similaire à celle

de Benoît Hamon en 2017. Elle est distancée par Jean-Luc Mélenchon (10 %-11 %) et l'écologiste Yannick Jadot (7 à 8 %). Globalement, c'est toute la gauche qui patauge.

Ca dégraisse au PS. Olivier Faure a présenté au Bureau national un plan social qui concerne le licenciement de onze salariés, soit un quart des effectifs des permanents au siège du parti. La raison ? La perte de nombreux élus, députés, sénateurs, et députés européens. Sans compter la chute de ses adhérents.

## Société

---

### Dommmages collatéraux

Voilà déjà presque un an que la pandémie s'est invitée en France. Le pays s'enfoncé dans une feinte résignation, le virus n'est pas près de disparaître, les restrictions non plus, mais une tradition bien de chez nous se porte comme un charme : la production de normes et régulations. Les protocoles sanitaires sont les derniers produits à la mode. Des directeurs d'école aux petits commerçants, en passant par les restaurateurs et les libraires, tous vivent au rythme de ces catalogues qui pèsent lourd, très lourd. Celui envoyé aux Ehpad pour la vaccination fait 45 pages. Crise ou pas crise, le corpus juridique français croit avec un appétit insatiable. La crise sanitaire fournit pourtant une occasion d'en prendre le contre-pied en recalibrant le droit existant.

L'affaire du jeune Yuriy, lynché par des « jeunes » dans le quartier de Beaugrenelle dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, a fait couler beaucoup d'encre. Il semble bien que le jeune homme ait été la victime collatérale de bandes de voyous ethniques venus de Vanves pour affronter d'autres ethniques du quartier.

Les médecins des urgences médicales de Paris (UMP) éprouvent trop de problèmes dans le centre de Paris – les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> arrondissements – « compte tenu des difficultés de stationnement et du manque d'indulgence de la Mairie de Paris concernant les véhicules d'intervention ». Ils ne peuvent pas annoncer de délai qui peut être long.

Jamais, depuis la Seconde Guerre mondiale, l'écart entre les naissances et les décès n'a été aussi faible en France, à 63 500. Même avec l'immigration, la population n'aurait progressé que de 0,25% en 2020. De quoi renforcer la crainte d'un déclin démographique européen – en Italie, la population diminue déjà depuis 2016.

L'arrivée dans le troisième âge des générations nombreuses du baby-boom entraîne une augmentation de la part des plus de 65 ans dans la population, qui atteint 20,4%. Elle explique la hausse structurelle des décès depuis 2015 et pèse aussi à la baisse sur la natalité, le nombre de femmes en âge de procréer reculant depuis quinze ans.

## Faits divers

---

Au lycée Jean Moulin de Nîmes, excédé par le comportement d'un gamin, l'institutrice et le directeur ont convoqué son père qui, fou de rage, a castigé les

enseignants et balancé ; « *Ce qu'on a fait à Samuel Patty, c'est rien à côté de ce que je vais vous faire !* » Ce mec regarde trop la télé !

On se marre. La question est d'ordre métaphysique. Après les graves accusations de viol portées contre Claude Levêque, artiste plasticien renommé (Ah bon ?), les institutions muséales se posent la question de savoir que faire des œuvres de cet artiste. Le musée d'art moderne de Genève s'en est débarrassé.

En fait le tiroir-caisse n'est jamais loin. Derrière tout ça, il y a la volonté de soutenir la cote de Levêque, tant le risque est grand de se retrouver avec d'encombrantes installations ne valant plus un kopek. C'est Pinault qui doit faire la gueule !

Le Progrès de Lyon, nous apprend que, fréquemment agressés par leurs propres élèves, les enseignants du collège Paul-Eluard ont pris l'habitude, par principe de précaution, de partir en groupe et de rentrer chez eux via les transports en commun.

## Migration/islam

---

Les mineurs non accompagnés sont pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE), un service géré par les départements. Ces dernières années, leur nombre a augmenté de façon exponentielle. Au 31 décembre 2019, l'Assemblée des départements de France en recensait 40 000. Ils étaient quelques milliers au début des années 2010.

A Jablines-Annet en Seine-et-Marne, la base de loisirs interdisait le port du burkini ce qui lui valut une plainte du Collectif contre l'islamophobie, - organisme dissous le 2 décembre dernier – auprès du Défenseur des droits (DDD).

Or, le DDD, présidé par Claire Hédon (ex-ATD Quart Monde), n'a rien trouvé de mieux que de répondre qu'en effet cela constituait une discrimination. Du coup, Valérie Pécresse, la présidente de la région, est montée au créneau : sur les bases de loisirs, la règle est la même pour tout le monde. Dans l'eau, c'est maillot de bain. On apprend par ailleurs que l'eau du site est stagnante, non traitée chimiquement.

Une importante filière de saisonniers marocains a été démantelée dans le Tarn-et-Garonne. Des Français d'origine marocaine et de Marocains basés à Montauban ont fait travailler illégalement environ 250 ressortissants marocains. En deux ans d'activité, leurs sociétés ont généré un chiffre d'affaires de 1,6 million d'euros, bien qu'officiellement elles n'en aient déclaré aucun.

## Ecologie/ sciences & techniques

---

Un singulier record. La fusée Falcon-9 de la société américaine SpaceX (Elon Musk) a mis sur orbite sur un unique lancement 143 satellites. Le précédent record était détenu par une fusée indienne avec 104 satellites. Précisons toutefois que les appareils mis en orbite étaient des nanosatellites (1,5 kg).

Depuis près de vingt ans, pêcheurs, mais aussi riverains et inspecteurs de l'environnement documentent et alertent sur une pollution organique issue du site du groupe Roxane, situé à La Ferrière-Bochard, un village normand de 700 habitants. En vain, ou presque. L'usine est aussi le siège social du numéro trois français de l'embouteillage, Cristaline.

Rien ne va plus. Deux échecs coup sur coup pour la recherche médicale française. Le laboratoire Merck et l'Institut Pasteur, symbole de l'excellence en matière de maladies infectieuses, ont purement et simplement stoppé leur projet de vaccin.

Le laboratoire français Sanofi a pris du retard dans le développement de ses propres vaccins et a décidé de se rapprocher de son confère américain Pfizer et BioNTech. Les doses produites seront destinées à l'Union européenne. Sanofi va conditionner plus de 100 millions de doses du vaccin Pfizer.

## Economie

---

Pour le train Eurostar reliant la France à l'Angleterre via le tunnel sous la Manche, c'est la bérézina. Au lieu d'une cinquantaine de liaison/jour en période de pointe, une seule est désormais assurée.

Pour le patron Jacques Damas, le groupe pourrait être à cours de trésorerie dès le mois de mars. En 2019, l'entreprise était retable avec un CA de 1,1 Mds€ et 100 M€ de bénéfices. Et les Anglais, qui ont revendu les 40% qu'ils détenaient à un groupe français, considèrent que l'entreprise n'a plus rien à voir avec la Couronne.

Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué aux Transports a annoncé que les discussions étaient engagées avec son homologue britannique pour « pérenniser le modèle financier du transporteur ».

Le port de Cherbourg profite largement du Brexit. En effet, le trafic avec l'Irlande, qui permet d'éviter les tracasseries administratives et les retards aux frontières, est passé de 3 000 à 9 000 camions sur un mois.

Selon une enquête Initiative France, un tiers des dirigeants de TPE (très petites entreprises) doutent de leur capacité à survivre après une année 2020 marquée par une baisse de leur CA de 20 à 30%. Et ce malgré les aides de l'Etat.

C'est à Dunkerque que prévoit de s'installer le chinois Envision pour y déployer sa prochaine usine de batteries électriques. De quoi satisfaire Xavier Bertrand. D'autant que Envision a de grandes ambitions pour son développement en France. On ne cesse de le répéter, la voiture électrique est une hérésie énergétique. Comme les chinetiques !

Grand renversement aujourd'hui, l'économie doit passer « après » le sanitaire, « après » la sauvegarde de l'environnement, « après » la lutte contre les inégalités. Elle est condamnée pour ses « excès ultralibéraux », l'épuisement de la planète, l'implosion de la classe moyenne et, depuis un an, la préservation des vies.

On voit s'inverser l'ordre des priorités. Le risque de ce changement de paradigme est évidemment de provoquer des « excès » dans l'autre sens. Nous y sommes.

La Chine qui stocke, la Russie qui entrave les exportations, des pays qui peinent à se procurer des denrées sur un marché au plus haut... Les conséquences de la crise de la Covid-19 déstabilisent le système alimentaire mondial et mettent certains Etats sous pression.

L'année 2020 aura été celle des flambées. Flambée d'épidémie, mais aussi flambée des matières premières agricoles : en un an, sur les marchés mondiaux, les cours du blé ont grimpé de 20 %.

Ceux de l'orge et du maïs de 30 %. Ceux du soja et de l'huile de tournesol de 50 %. C'est la Chine qui arbitre sur les marchés internationaux, car elle a les moyens de faire du stock à des prix élevés. Les réserves monétaires de la Banque de Chine atteignent 2 500 milliards de dollars.

Parfaite hérésie libérale, la RATP doit se soumettre à la concurrence et mettre sur le marché ses lignes d'autobus. Catherine Guillouard, qui doit par ailleurs faire face à la catastrophique gestion de son prédécesseur, la ministre Elisabeth Borne, va devoir affronter Transdev et Keolis en embuscade, voire quelques autres.

Chargée de gérer les crédits du dispositif de formation des élus locaux, la Caisse des dépôts et consignations vient de geler les paiements de six organismes, dont certains poids lourds du secteur. Plusieurs cas de fraudes identifiés ont entraîné un signalement au parquet de Paris.

Notamment l'Institut européen des politiques publiques, dirigé par un certain Emir Diniz, un des leaders du secteur, Solutions citoyennes, dirigée par un socialiste Emmanuel Espanol, l'agence Plebiscit. Tous sont liés à des partis politiques.

## Culture/médias

---

On n'y avait pas pensé, mais c'est fait. La newsletter féministe *Les Glorieuses* lance *Impact*, une agence de presse pour couvrir exclusivement les mobilisations des femmes à travers le monde. A la tête des bazars, Rebecca Amsellem, diplômée d'économie. Elle a par ailleurs conclu un partenariat avec un média féministe américain, The Fuller Project.

Roselyne Bachelot, ministre de la Culture, vient de l'annoncer : le Centre Pompidou à Paris va fermer ses portes pendant trois ans pour de grands travaux de restauration. Ils démarreront en 2023 et s'achèveront en 2026. Le bâtiment n'a connu aucune rénovation depuis 1977. Beaubourg emploie plus de mille personnes. Payées à rien foutre pendant trois ans ?

Le festival de Cannes, annulé en 2020 aura peut-être bien lieu cette année. Les organisateurs ont annoncé qu'il se déroulerait du 6 au 17 juillet prochain. Bon, on s'en fout, vu le nombre de navets projetés !

## Europe

---

**Union européenne.** La Commission qui a signé un accord politique avec la Chine sur la question des investissements suscite plus que de la réserve de la part des députés européens. Pour se faire, le Parlement doit donner son aval.

Or, ce projet de traité souffre d'un défaut de conception. Conclu à la hâte, après sept ans de négociations laborieuses, il est suspecté de servir avant tout les intérêts de l'industrie allemande. C'est par ailleurs un mauvais signal envoyé à la nouvelle administration américaine. Pour beaucoup, c'est la preuve du mercantilisme de la mère Merkel.

Michel Barnier, ex-négociateur pour la sortie du Royaume-Uni de l'UE, a été nommé conseiller spécial sur le Brexit de la présidente de la Commission, Ursula van der Leyen, afin d'aider à la mise en œuvre et la ratification définitive de l'accord de sortie. Pur casse-croûte.

Une note d'information de l'Agence européenne pour l'environnement, intitulée « Croissance sans croissance économique » suggère de revoir en profondeur les logiciens de la pensée économique qui ont dominé ces cinquante dernières années.

Rédigée par une institution légitime et prudente, cette note soulève la chape de plomb qui pesait jusqu'alors sur les débats concernant la croissance et le progrès, corsetés par les théoriciens de la croissance endogène et par les technophiles.

**Angleterre.** L'unité du royaume est en péril. Si l'on en croit le *Sunday Times*, la montée de l'indépendantisme écossais, mais aussi celle d'un séparatisme irlandais, menace l'union des nations. Et cette crise constitutionnelle creusée par le Brexit pourrait être le principal défi que Boris Johnson aura à relever dans les années qui viennent.

Le Royaume-Uni est devenu mardi 26/01 le premier pays européen à franchir le seuil des 100 000 morts dus au Covid-19. Il est aussi le cinquième le plus endeuillé dans le monde depuis le début de la pandémie. Plus de 1 600 nouveaux décès et 20 000 contaminations y ont été constatés en seulement vingt-quatre heures.

**Belgique.** Une concertation entre le gouvernement fédéral et les régions a abouti, vendredi 22 janvier, à une interdiction de franchir les frontières du pays entre le 27 janvier et 1<sup>er</sup> mars. Seuls les séjours considérés comme essentiels seront autorisés. Les transfrontaliers seront en revanche autorisés mais munis d'une autorisation.

Stéphane Moreau, le plus puissant des Liégeois, bourgmestre, homme d'affaires, dirigeant de la fédération socialiste, dort en prison. Avec l'argent du contribuable, il avait monté, avec ses complices – en prison également – une société qui faisait de juteuses affaires, impliquée dans des domaines aussi divers que la presse, le parc éolien de la mer du Nord, l'assurance, etc.

**Espagne.** Plusieurs hautes personnalités espagnoles, dont le chef d'état-major des armées, le général Miguel Angel Villarroya, ont dû démissionner quand la presse a révélé qu'elles s'étaient fait vacciner en loucedé, grillant la politesse aux personnels de santé et aux personnes âgées.

Les critiques ont fusé de toutes parts à l'annonce du départ du ministre espagnol de la santé, Salvador Illa, envoyé en Catalogne comme tête de liste du Parti socialiste pour les élections régionales qui doivent s'y tenir le 14 février.

**Italie.** Le président du Conseil italien, Giuseppe Conte, prenant acte de son absence de majorité a choisi de démissionner mardi 26/01. Il revient au président Sergio Mattarella de piloter la crise politique. Et de parier sur la mise sur pied d'un gouvernement « Conte 3 », présenté comme une œuvre de « salut national ». Mais surtout de s'assurer d'une réelle majorité.

La pandémie offre une grande opportunité aux mafias pour s'incruster dans l'économie. Les différentes mafias n'ont que l'embarras du choix pour prêter immédiatement des capitaux aux entrepreneurs en difficulté et prendre ainsi le contrôle de leurs activités. Ce dont s'inquiète un rapport gouvernemental.

**Pays-Bas.** Les Néerlandais n'en peuvent plus des contraintes sanitaires et l'ont violemment fait savoir. Des manifestations contre les mesures de confinement aux Pays-Bas ont dégénéré dimanche 24/01, des émeutiers ayant pillé des magasins, déclenché des incendies et affronté les forces de l'ordre dans plusieurs villes, ont rapporté la presse et la police néerlandaises, qui a procédé à plus de 250 arrestations.

Rebelote le lundi 25/01 où les mêmes scènes d'émeutes se sont produites dans une douzaine de villes dont Amsterdam, La Haye et Rotterdam.

**Portugal.** Le président sortant, Marcelo Rebelo de Sousa, 72 ans conservateur modéré a été aisément réélu dimanche 24/01. Mais la nouveauté de ce scrutin, c'est la montée en puissance du nationaliste André Ventura, qui a obtenu 12% des suffrages. 60% des Portugais n'ont pas été voter.

Une partie non négligeable de la société portugaise regarde les années Salazar avec une singulière nostalgie. En 2007, un sondage organisé pour une émission de la chaîne RTP sur la personnalité historique la plus marquante de l'histoire du pays plaçait Salazar largement en tête. Vous avez dit dictateur ?

**Russie.** Près de 3500 manifestants au total ont été arrêtés lors de rassemblements en soutien à l'opposant emprisonné Alexeï Navalny, qui ont réuni samedi 23/01 des dizaines de milliers de personnes à travers la Russie, de Moscou à Vladivostok, une échelle sans précédent ces dernières années.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov a critiqué la représentation diplomatique américaine qui avait appelé sur son site les Américains à ne pas se rendre à ces rassemblements tout en précisant bien les lieux où ils se déroulaient.

**Serbie.** Depuis le 19 janvier, la Serbie est le premier pays d'Europe à avoir commencé à injecter le vaccin chinois Sinopharm. Les Serbes se sont précipités, ces derniers jours, dans les centres de vaccination déployés partout dans le pays pour injecter le Sinopharm. La Chine a envoyé un million de doses à Belgrade, une quantité considérable pour un pays d'à peine 7 millions d'habitants.

**Suisse.** Le 7 mars prochain, les Suisses sont appelés à voter sur l'initiative populaire « *Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage* » qui vise notamment le port du voile et de la burka. L'initiative a été lancée par le comité d'Egerkingen, proche des nationaux de l'UDC.

## International

---

**Chine.** Trois minutes seulement après la prestation de serment du 46<sup>ème</sup> président des Etats Unis, alors que celui-ci prononçait son discours d'investiture, la Chine lançait de nouvelles sanctions contre des responsables de l'administration Trump, provoquant une première polémique avec la nouvelle administration.

Pas fou le camarade Xi-Jinping a déclaré dans le cadre du raout de Davos : « *Nous devons construire une économie mondiale ouverte, sauvegarder fermement le système commercial multilatéral et nous abstenir de créer des normes, des règles et des systèmes discriminatoires et exclusifs, ainsi que de hauts murs qui séparent le commerce, l'investissement et la technologie* ». Prends-nous pour des cons XI-machin.

**Etats-Unis.** Rachel Levine, secrétaire adjointe à la Santé est un transgenre, entendez par là que cet homme est devenu une gonzesse la cinquantaine venue. Dès l'annonce de la nomination, la direction de la chaîne BFM avait prévenu : « *Le premier qui rigole est viré !* »

Mais ce n'est pas tout et Joe Biden fait fort. Le secrétaire d'Etat aux Transports, Pete Buttigieg, est une figure LGBT, entendez par là qu'il est pédé, enfin gay comme on dit. Un gage que Biden donne aux minorités.

L'ancien président Donald Trump a enregistré une forte baisse de chiffre d'affaires sur ses entreprises familiales l'an dernier, la pandémie de Covid-19 ayant fortement pénalisé les hôtels et terrains de golf de la Trump Organization, ce qui met en lumière les nombreux défis financiers auquel Donald Trump est confronté après son départ de la Maison Blanche.

Joe Biden, s'est entretenu avec son homologue russe, Vladimir Poutine, pour la première fois. Il a réaffirmé son « *soutien ferme à la souveraineté de l'Ukraine face à l'agression persistante de la Russie* », avant de faire part de sa préoccupation au sujet d'Alexeï Navalny. De quoi j'me mêle !

Sur le dossier iranien, le président américain a plutôt tendance à négocier en solitaire une feuille de route avec Téhéran tout en cherchant l'alignement des Européens qui militent pour un retour des Etats-Unis dans l'accord de Vienne sur le nucléaire.

## Sites à consulter

---

[TVLibertés](#)

[l'observatoire du journalisme](#)

[Synthèse nationale](#)

[l'imposture Camelia Jordana](#)

[Défendons les bruits et les odeurs de nos campagnes](#)

[une immigration toujours trop importante](#)

## Être ou ne plus être

Cet article en forme de testament publié par Pierre-Antoine Cousteau dans RIVAROL (n°403) le 2 octobre 1958, deux mois seulement avant sa mort, est prophétique à l'heure où l'immigration nous submerge et où le phénomène de Grand Remplacement prend des proportions absolument inouïes. Pas une ligne ou presque n'est à changer dans cet article visionnaire. RIVAROL peut s'honorer d'avoir eu en son sein des polémistes de talent qui avaient vu juste, su prévoir et prédire les phénomènes gigantesques et tragiques qui allaient se produire. C'est en effet à la lucidité et au courage de ses rédacteurs que l'on juge la qualité d'une publication.

France-Observateur constatait l'autre semaine — avec consternation — les progrès « effrayants » du racisme parmi les masses laborieuses de la métropole. En admettant, comme l'affirme notre confrère progressiste, que cet état d'esprit soit généralisé, il provient en tout cas d'un réflexe — le même réflexe que celui des « pauvres blancs » des Etats du Sud pendant la guerre de Sécession, le même réflexe que celui des « petits blancs » d'Alger, beaucoup plus « ultras » que les (soi-disant) féodaux du colonialisme. Mais il ne doit rien à un enseignement doctrinal.

L'enseignement doctrinal se développe, lui, dans un sens tout à fait opposé. Et sans qu'il s'élève jamais, tant à droite qu'à gauche, la moindre voix pour dénoncer, justifier, rationaliser les réflexes de défense raciste. Bien au contraire, il s'est fait sur ce point une sorte d'unanimité des clercs que l'on ne retrouve nulle part ailleurs et qui ne laisse pas d'être quelque peu déconcertante. Car, en somme, alors que nos intellectuels d'Occident s'éparpillent sur les autres grands problèmes — et aussi sur les petits — en une multitude de factions, sous-groupes, sous-tendances et sous-nuances, dès qu'il s'agit du racisme, ils redeviennent instantanément monolithiques et adhèrent à la condamnation péremptoire, sans appel, de M. Etienne : « Le racisme est le seul péché inexpiable. »

Ce dogme manichéiste — le racisme étant, au sens théologique du terme, le « Mal » en soi — est si solidement répandu et il apparaît si redoutable de l'enfreindre que même les individus les plus enclins à adopter, dans les faits, un comportement « raciste » se gardent bien de le justifier idéologiquement. On a si parfaitement réussi à leur inspirer la honte de leur propre instinct de conservation qu'on a pu voir récemment une certaine communauté européenne, menacée au premier chef dans sa légitime primauté et mieux avertie, semblait-il, que tout autre des périls du « libéralisme », se ruer dans l'intégration avec la légèreté frivole de Gribouille<sup>(1)</sup>.

Lorsque d'aventure, sur un point quelconque du globe, à Little Rock ou à Pretoria, un raciste surmonte sa mauvaise conscience (préfabriquée) et prend ses responsabilités, le scandale est énorme. Mais ce qui est plus grave encore que la réprobation philosophique dont on l'accable aussitôt, c'est l'incompréhension totale à laquelle il se heurte.

Peut-être les ouvriers interviewés par France-Observateur le comprendraient-ils. Pas les clercs. Ceux-ci, à la lettre, demeurent stupides. Pour eux, un individu qui tente de préserver son ethnicité demeure aussi inintelligible qu'un fou furieux. On ne discute pas avec lui. On le douche et on lui passe la camisole. La semaine dernière, M. Henri Bénazet — qui n'est certes point un des ornements de notre *intelligencia* mais qui colporte d'assez « significative » façon les idées reçues — s'écriait dans L'Aurore : « Quelle ETRANGE IDEE pousse les Sud-Africains blancs à choisir toujours comme chef de gouvernement le plus exalté des politiciens racistes ? »

L'idée, pour M. Bénazet et ses congénères, est encore plus « étrange » qu'abominable. Définition d'« étrange » dans le *Petit Larousse* : « contraire à l'usage, à l'ordre, au bon sens ; extraordinaire, bizarre. » Or ce qui est authentiquement étrange, c'est-à-dire contraire au bon sens, extraordinaire, bizarre, c'est justement que l'on puisse trouver

« étrange » cette idée-là qui se confond étroitement avec l'instinct de conservation. Est-il vraiment « étrange » que l'on veuille survivre ? Toute la question est là. Et elle se pose — que cela plaise ou non — pour chacun d'entre nous, hommes blancs, héritiers, dépositaires de la civilisation de l'homme blanc. Je dirai plus : c'est aujourd'hui, dans notre Occident ravagé par tant d'absurdes querelles, abruti par tant de mythes grotesques, la question qui prime toutes les autres, la question Numéro Un.

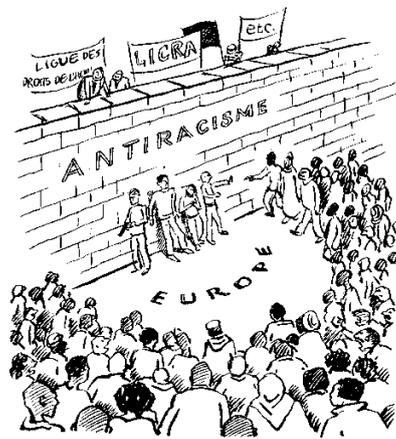
La tragédie, c'est que les hommes blancs n'en prennent généralement conscience que lorsqu'il est trop tard. A l'époque déjà lointaine où je traduisais le *De Viris* sur les bancs du lycée de Bordeaux, il y avait toujours un nègre dans chaque classe. Ce nègre traditionnel, provisoirement importé du Sénégal, dont Bordeaux était la tête de pont, ne posait aucun problème. Un nègre sur trente-cinq ou quarante élèves, nous ne pouvions soupçonner qu'il constituait un péril. Aucun d'entre nous n'aurait songé à lui imposer un traitement discriminatoire — tant il est vrai que l'instinct de conservation ne joue qu'au-delà d'une certaine densité. Mais croit-on que les choses se seraient passées aussi sagement s'il y avait eu à Bordeaux 300 000 nègres, de quoi remplir la moitié du lycée d'élèves noirs ?

Je ne conteste nullement que, lorsqu'on raisonne de ces choses hors de leur contexte, les mesures de discrimination raciste prennent une allure choquante. De quel droit ce Faubus — soutenu, on oublie toujours de le dire, par la quasi-unanimité de ses administrés<sup>(2)</sup> — empêche-t-il telle gentille école noire d'aller à l'*high school* blanche de Little Rock ? Et de quel droit l'Afrikaner Verwoerd renforce-t-il les rigueurs de l'*Apartheid* ? De quel droit ? De ce droit que M. Bernard Le-cache appelle — mais à des fins toutes différentes — le « droit de vivre ».

Dans l'Arkansas et en Afrique du Sud, l'heure est passée des élégances et des subtilités sentimentales. Les hommes blancs ont le dos au mur. La densité des gens de couleur est telle sur leurs territoires qu'ils n'ont plus le choix qu'entre la vie et la mort. La vie, avec tout ce qu'elle comporte inévitablement de brutalité et d'injustice. Ou la mort, par abdication, par renoncement.

Que la vigilance des blancs de l'Arkansas et de l'Afrique du Sud se relâche tant soit peu, que l'on renonce à certaines mesures qui, de loin, apparaissent comme absurdement vexatoires, que l'intransigeance cesse d'être totale et même insolente, et le flot aussitôt submergera tout. Car le problème est perpétuellement mal posé. Pour les belles âmes de France, d'Angleterre et des Etats-Unis, le blanc qui opte pour la ségrégation ne le fait point, je le répète, par légitime souci de conservation, mais par méchanceté pure. Et c'est bien ce qui rend si malaisée toute espèce de discussion sur ce sujet. On prête *a priori* au blanc ségrégationniste la volonté de nuire à l'homme de couleur, et on lui fait porter, par surcroît — automatiquement pourrait-on dire — la responsabilité rétroactive de toutes les injustices — bien réelles — commises jadis à l'égard des indigènes.

Il n'est pas douteux que la traite des noirs fut un crime. Pas douteux non plus qu'il fut criminel — toutes les nations européennes ont plus ou moins commis ce crime — de recruter des soldats de couleur pour les mêler aux démentielles guerres fratricides de ce dernier siècle. Et j'admets que l'exploitation colonialiste s'assortit d'abus multiples et d'actes



(Dessin de Chard)

inhumains. Mais j'attends qu'on m'explique pourquoi le seul moyen d'effacer ces injustices révolues serait de leur substituer une autre injustice.

Il n'est pas moins injuste, pas moins révoltant, de condamner à mort une communauté blanche en l'intégrant à une majorité noire qu'il ne l'était jadis de dépeupler un village du Gabon pour fournir de la main-d'œuvre aux planteurs de Géorgie.

Et les conséquences de cette injustice-là apparaissent singulièrement plus graves. Car en définitive, les descendants des esclaves transplantés en Amérique sont ainsi sortis de leur barbarie originelle bien avant leurs cousins de l'Afrique noire. Tandis que l'autre processus, celui qui consiste à diluer des groupes de blancs dans une masse de couleur va très exactement à contre-courant de la civilisation.

On rougit de proférer un pareil truisme (auquel l'imposture progressiste donne toutefois l'allure d'un paradoxe). Rien de vraiment grand, de vraiment... valable n'a jamais été fait depuis trente siècles sur cette planète que par des hommes de race blanche, par des Européens, et par les Américains du Nord qui sont des Européens transplantés.

Il est possible qu'il y ait un jour un siècle de Malikoko comme il y eut un siècle de Périclès, possible qu'un Voltaire en babouche écrive l'équivalent de *Candide*, qu'un Beethoven malgache compose une *Neuvième Symphonie*, qu'un Bambara perfectionne la géométrie non euclidienne, qu'un citoyen du Yémen dépasse la fission nucléaire et que l'on découvre parmi les intouchables hindous, qui meurent si glorieusement de faim devant les vaches sacrées, le gaillard qui révolutionnera la locomotion intersidérale.

Au risque de choquer les penseurs installés dans le néo-conformisme contemporain, je constate — constatation scandaleuse — que ce jour n'est pas arrivé.

Contrairement à ce qu'affirment malhonnêtement les antiracistes professionnels, ces constatations d'évidence n'impliquent nullement qu'il faille maltraiter les gens des races moins douées. Mais l'égalité n'est pas la justice. En l'occurrence, elle est le contraire de la justice, elle est l'injustice suprême. A plus ou moins longue échéance, elle ne peut aboutir — sans aucun bénéfice pratique pour les candidats à la civilisation — qu'à déposséder les hommes de race blanche de leur existence même, c'est-à-dire à priver la civilisation des gens qui lui ont donné son éclat et qui la perpétuent.

C'est pour cela que les unions mixtes sont le plus affreux attentat que l'on puisse concevoir contre l'avenir de l'humanité. Pour cela aussi que toutes les précautions apparemment saugrenues ou scandaleuses — l'interdiction d'aller dans les mêmes piscines, de voyager dans les mêmes autobus, d'étudier dans les

mêmes écoles — se trouvent en définitive justifiées puisqu'elles n'ont d'autre but que de prévenir la pire disgrâce : le méprisage.

On voit mal, au surplus, ce que peuvent avoir d'intolérables les mesures de ségrégation, en quoi il est plus humiliant, pour un écolier noir, d'avoir des condisciples noirs que pour un écolier blanc d'étudier dans une *high school* réservée aux seuls blancs. La véritable égalité est dans l'existence de communautés distinctes et non dans un brassage générateur des désordres les plus désastreux.

Il ne s'agit plus hélas, pour les hommes blancs, de maintenir leur domination sur l'ensemble de la planète. Leurs sanglantes et grotesques querelles de bornes-frontières sur le continent européen et l'assistance qu'ils ont cru malin d'accorder aux Asiatiques et aux Africains (qu'on se rappelle la joie imbécile de certains Occidentaux lorsqu'en 1905 les soldats et les marins du Tsar se firent corriger par les Japs) les ont délogés de presque toutes leurs positions impériales.

Sauf en Algérie où le million d'Européens interdit tout compromis et en Afrique du Sud où les Blancs ont fait le nécessaire pour éviter d'être balayés, on voit mal comment le reste du continent noir n'échapperait pas, à plus ou moins brève échéance, aux Européens.

Les Européens et leurs frères d'Amérique du Nord (chassés de Chine et d'Indonésie) se trouvent donc — géographiquement parlant — en pleine récession. Rejetés dans leurs patries d'origine, la question qui se pose à eux n'est plus de conquérir mais de conserver ce qui peut encore être sauvé. Et d'abord de rester ce qu'ils sont, c'est-à-dire des hommes blancs.

Pour les Allemands, les Italiens ou les Espagnols — « soulagés » depuis beaucoup plus longtemps que nous de leurs prolongements d'outre-mer —, la tâche est aisée. Elle l'est beaucoup moins aux USA où vingt millions de noirs sont prêts — pour peu que faiblissent les « étranges » préjugés des Sudistes — à faire de l'Amérique du Nord un nouveau Brésil. Il faut croire — à en juger par les émeutes de Notting Hill — que la situation n'est pas non plus de tout repos en Angleterre.

Mais c'est tout de même la France qui est la plus menacée. Au moment où elle est privée de tous les avantages matériels de son impérialisme, elle se trouve condamnée à en subir les inconvénients déçus. On lui a ôté des sujets ; on lui impose en échange, par dizaines de millions, des citoyens essentiellement inassimilables dont l'intégration réelle — si jamais elle se faisait — mettrait un terme à son existence, en tant que nation française, beaucoup plus sûrement que la plus sévère défaite sur un champ de bataille européen.

Issue des Celtes, des Romains, des Germains et des Vikings, la France a supporté gaillardement d'être parcourue, au cours des siècles, par les armées anglaises, espagnoles et allemandes, et elle peut se permettre sans inconvénient de recruter aujourd'hui ses joueurs de football en Pologne et ses maçons en Sicile. Je n'imagine pas qu'elle résisterait au brassage dans le « grand ensemble africain » contre lequel ne la dresse aucune de ces solides préventions racistes qui ont assuré la survie des Afrikanders et des Sudistes américains. A moins bien sûr que l'on ne trouve dans les couches populaires les réflexes de défense qui scandalisent tant France-Observateur et que les intellectuels distingués, eux, sont bien incapables d'avoir.

J'ajoute que je suis sans illusion. Les évidences que je viens d'exposer sont tellement aveuglantes qu'il n'y a pas la moindre chance qu'un gouvernement de la République en fasse jamais la base de sa politique. Mais, du moins, en égrenant ces constatations scandaleuses, j'aurai fait mon devoir.

Pierre-Antoine COUSTEAU †  
(1906-1958).

(1) Je n'entends nullement engager sur ce point la responsabilité de RIVAROL qui, malgré la réputation que lui font ses ennemis, reste l'un des derniers refuges de la libre discussion.

(2) La politique raciste du gouverneur Faubus a été approuvée par 33 voix contre 0 au Sénat de l'Arkansas et par 94 contre une à la Chambre des députés de ce même Etat. Difficile de prétendre que le peuple ne s'est pas prononcé souverainement.